

Assistance technique et logistique
en faveur du Forum politique
pour le développement



**Forum
Politique** pour le
Développement

Étude du FPD

**Stratégies nationales appuyant la mise en œuvre
de l'Agenda 2030**

**Conclusions des études initiales menées au Ghana,
en Indonésie, aux Pays-Bas et au Pérou**

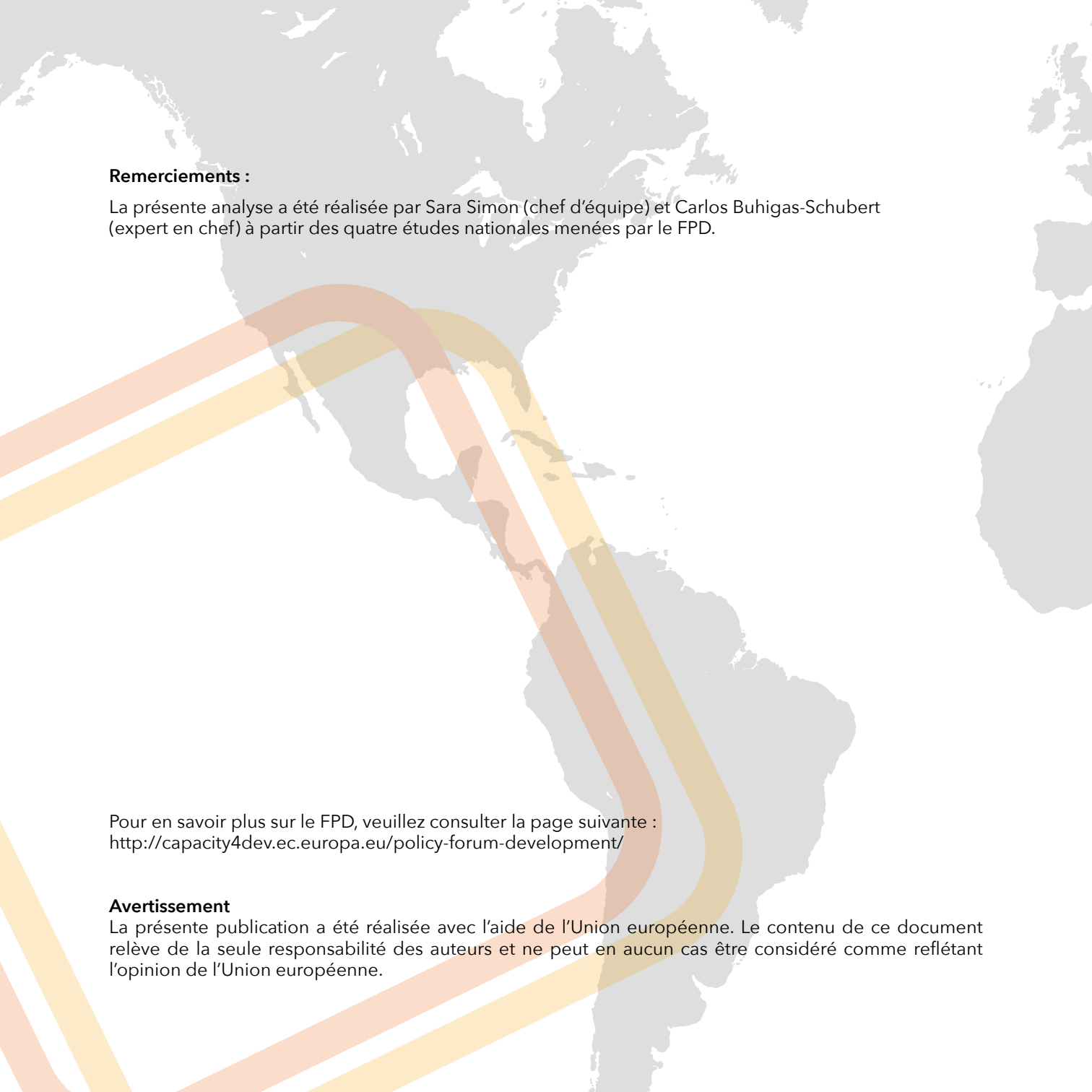
FÉVRIER 2017



Ce projet est financé par l'Union européenne



Ce projet est mis en œuvre par la GIZ International Services



Remerciements :

La présente analyse a été réalisée par Sara Simon (chef d'équipe) et Carlos Buhigas-Schubert (expert en chef) à partir des quatre études nationales menées par le FPD.

Pour en savoir plus sur le FPD, veuillez consulter la page suivante :
<http://capacity4dev.ec.europa.eu/policy-forum-development/>

Avertissement

La présente publication a été réalisée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité des auteurs et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'opinion de l'Union européenne.

La politique de développement mondial se concentre désormais sur l'ambitieux Agenda 2030 et ses Objectifs de développement durable (ODD) interdépendants et indivisibles, ainsi que sur les moyens de les mettre en œuvre. Les membres du Forum politique pour le développement (FPD), un espace de dialogue sur la politique de développement de l'UE regroupant diverses parties prenantes, sont tous des acteurs de la mise en œuvre de cet agenda à même d'encourager et d'évaluer le processus. Ce groupe englobe de très nombreux acteurs, de l'échelle locale à l'échelle mondiale. À ce titre, le FPD a entrepris quatre études nationales visant à analyser les stratégies élaborées autour de l'Agenda 2030, en examinant de plus près : 1) les politiques gouvernementales ; 2) les stratégies et/ou priorités existantes ; 3) le statut et le rôle des organisations de la société civile (OSC) et des autorités locales (AL) dans le processus ; 4) les domaines dans lesquels les partenariats multi-parties prenantes ont été et/ou pourraient être utiles pour la mise en œuvre des ODD ; et 5) la participation des groupes marginalisés ou sous-représentés. Bien que cette structure commune ait été définie pour tous les rapports, les études nationales ont été élaborées par des chercheurs locaux. Ce bref aperçu présente un ensemble de résultats comparatifs issus des études réalisées entre fin 2015 et fin 2016 aux Pays-Bas, en Indonésie, au Pérou et au Ghana.

Conclusions :

1

La politique du parti au pouvoir, et en particulier les changements dans la direction politique, influencent la manière dont un pays appuie l'Agenda 2030.

Au Ghana, la nomination du président John Dramani Mahama par le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki Moon, en tant que coprésident d'un groupe de 16 personnalités éminentes chargé de plaider pour un appui à la réalisation des ODD, est reflétée dans l'engagement initial du gouvernement en faveur de l'Agenda 2030. Sur les quatre pays étudiés, le Ghana est celui qui, sur le plan politique, a manifesté un soutien initial plus important pour l'Agenda 2030. En Indonésie, le gouvernement actuel a commencé à promouvoir un débat national à un stade précoce. Jusqu'à présent, il semble moins enthousiaste à l'égard de l'Agenda 2030 que ne l'était le précédent gouvernement au sujet des ODD. Au Pérou, l'étude a coïncidé avec la campagne électorale et les élections. Pendant cette période, aucun des partis candidats n'a manifesté un solide appui en faveur de l'Agenda 2030. Enfin, les Pays-Bas, tout en appuyant la mise en œuvre des ODD, ont modifié leur politique d'aide au développement, affectant à la fois l'enveloppe financière et la participation de différents acteurs, notamment les OSC. Les élections à venir influenceront certainement les prochaines étapes.

2 L'indivisibilité des ODD est en jeu, les gouvernements et les organisations déterminant les domaines sur lesquels ils doivent se concentrer et la manière d'axer leurs efforts.

Le Ghana (à travers son Programme d'action pour la croissance partagée et le développement) et l'Indonésie (à travers le programme « Nawa Cita », ou « neuf objectifs ») suivent un modèle similaire, dans lequel des stratégies de développement existantes ou nouvelles recoupent les ODD et risquent d'être prioritaires, dans la mesure où elles font déjà partie de la planification nationale. En fait, l'intégration de l'Agenda 2030 s'avère relativement lente jusqu'à présent en ce qui concerne la mise en évidence des priorités, la présentation de stratégies convaincantes et la création de mécanismes de coordination appuyant la mise en œuvre des ODD. Au Pérou, le débat sur l'approche à adopter pour concevoir une stratégie de mise en œuvre des ODD a attendu l'arrivée du nouvel exécutif. Les ministères revoient actuellement leurs moyens et objectifs afin d'élaborer des plans opérationnels concrets. Aux Pays-Bas, les OSC et les AL s'en tiennent à leur mandat principal et le gouvernement, qui est également un bailleur de fonds, a choisi de continuer à mettre l'accent sur ses domaines prioritaires traditionnels en matière d'aide extérieure, à savoir la sécurité alimentaire, l'eau, les droits en matière de santé sexuelle et reproductive, ainsi que la paix et la sécurité.

3 L'Agenda 2030 semble nouveau pour les acteurs, qui ne se sont certainement pas tous appropriés les ODD ou ne les connaissent pas.

Cette constatation est commune à tous les pays examinés : il y a un manque de sensibilisation du public, tant au niveau national que local. Certains dirigeants locaux ignorent même que les OMD ont été transformés en ODD alors que d'autres s'interrogent sur la manière de les adapter aux nouveaux objectifs mondiaux, plus vastes. Cela a plusieurs conséquences. Par exemple, l'étude nationale sur le Pérou souligne « un faible degré d'appropriation des ODD par de multiples acteurs (publics et privés) », ce qui entrave l'élaboration d'un plan d'action complet pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030. De même, les participants à une enquête menée dans le cadre de l'étude aux Pays-Bas pensent qu'il est important d'informer un public plus large sur les ODD. Cependant, « aucun de ces acteurs ne semblent considérer que ces actions de communication relèvent de leur responsabilité ». De façon générale, ils estiment qu'il y a eu peu de campagnes d'information ou de sensibilisation du public sur les ODD et le niveau de connaissance de la plupart des acteurs, y compris gouvernementaux, reste limité. Des initiatives spécifiques regroupant plusieurs parties prenantes ont été mises en place l'année dernière pour inverser cette tendance.

4 Les acteurs engagés en sont aux premiers stades de l'élaboration d'une stratégie.

Toutes les organisations impliquées sont en phase d'apprentissage. En Indonésie, les dirigeants actuels en sont encore au stade de la sensibilisation et sont ouverts aux contributions d'autres parties prenantes. Il en va de même pour le Ghana, qui a déjà mis en place une plate-forme d'OSC pour les ODD dans le but de créer des opportunités de collaboration effective afin de garantir la participation active de ces organisations à la mise en œuvre des ODD.

Au Pérou, le manque d'impulsion gouvernementale est pour l'instant compensé par la création non systématique de groupements postérieurs aux OMD autour d'objectifs communs, qui espèrent donner des conseils au nouveau gouvernement élu. Aux Pays-Bas, étant donné qu'il n'existe pas encore de stratégie nationale relative aux ODD, mais plutôt une réponse informelle, on craint que les OSC et les AL « initiées » s'engagent, mais pas les autres. Dans tous les pays, l'inclusivité du processus demeure une grande préoccupation en raison du manque manifeste d'information et de capacités de la plupart des organisations.

5 Les capacités des différents acteurs et leur aptitude à nouer des partenariats solides est au cœur de l'Agenda 2030.

La progression de la mise en œuvre des ODD exige une action coordonnée autour des objectifs fixés de la part de multiples acteurs. La situation à cet égard est difficile. Aux Pays-Bas, les OSC sont à la recherche de financements pour remplacer les fonds précédemment alloués par le gouvernement (redéfinition des ressources et des priorités) et forment de nouveaux partenariats avec le secteur privé. L'initiative Global Goals Charter, un autre partenariat multi-parties prenantes aux Pays-Bas, rassemble de nombreuses OSC. En Indonésie, le climat de méfiance qui règne entre les secteurs, notamment le gouvernement et la société civile, fait parfois obstacle aux partenariats. Les entretiens menés dans le cadre de l'étude révèlent qu'un projet de décret présidentiel sur la mise en œuvre des ODD a été retardé, notamment en raison de l'absence de compromis entre les principaux acteurs, dont les intérêts divergent. Au Pérou, bien qu'il existe une tradition de gouvernance participative, le manque d'impulsion gouvernementale en faveur de l'Agenda 2030 affaiblit la capacité des acteurs à s'organiser autour de priorités claires. Au Ghana, deux aspects demeurent cruciaux pour la mise en œuvre des ODD : la nécessité de renforcer les capacités de gestion et d'organisation des AL et des OSC, et la création de plates-formes crédibles leur permettant d'engager des actions communes.

6 La société civile demeure le moteur du soutien à la mise en œuvre des ODD.

Au Pérou, la tradition de dialogue ascendant entre différents groupes (concertación) dans un contexte de planification peu décentralisée semble être un mécanisme non officiel très utile pour convaincre le gouvernement de l'importance des ODD. Dans ce contexte, le rôle des OSC est essentiel pour encourager le débat. Aux Pays-Bas, les OSC demandent un leadership national et une clarification des rôles, le secteur privé et le gouvernement devant être des forces motrices importantes. En Indonésie, les OSC réclament un cadre juridique (décret présidentiel) et font pression pour que soit mis en place un secrétariat national, qui serait doté de « Groupes de travail conjoints » constitués de représentants des diverses parties prenantes afin de superviser et de coordonner la mise en œuvre des ODD. Au Ghana, malgré un certain nombre de difficultés majeures, telles que le manque de financement et de capital humain approprié, les OSC jouent elles aussi un rôle très important (comme dans le cadre de la réalisation des OMD) en veillant à ce que le gouvernement définisse les conditions de mise en œuvre de l'Agenda 2030.

7 Les niveaux d'expérience de la décentralisation et la taille du pays ont un effet manifeste sur la mise en œuvre des ODD.

La décentralisation est particulièrement faible au Ghana où les AL semblent avoir des mandats et des domaines d'intervention différents et ne travaillent pas ensemble de façon coordonnée en règle générale. En Indonésie, une politique de décentralisation a été mise en place, mais les AL disposent de capacités et de financements très différents. En plus d'être des régions autonomes, les provinces sont également des « représentants légaux » du gouvernement national et sont à ce titre chargées de mener à bien de nombreux programmes du gouvernement national, jouant ainsi un rôle plus important dans le développement. Au Pérou, il est peu probable que les ODD seront atteints si aucun effort supplémentaire n'est déployé pour décentraliser les compétences et les ressources. Les Pays-Bas, en revanche, font figure d'exception. Du fait de la petite taille du pays et de sa culture participative, la décentralisation s'est avérée très utile pour produire des résultats en matière de développement, ce qui se reflète dans l'approche adoptée pour la promotion de l'Agenda 2030, tant au niveau interne que dans le cadre de la coopération au développement. Plusieurs autorités locales participent à la Campagne des communes en faveur des objectifs mondiaux.

8 Il existe des exemples de partenariats multi-parties prenantes pouvant contribuer à la réalisation de l'Agenda 2030, mais leur impact n'est pas encore connu.

Aux Pays-Bas, l'initiative Global Goals Charter est une coalition multi-parties prenantes dans laquelle le secteur privé joue un rôle important, qui a été formée spécifiquement pour alimenter le programme national sur les ODD et créer un environnement propice à la promotion de la mise en œuvre des ODD. En Indonésie, le *programme Pencerah Nusantara*, lancé comme une initiative de la société civile en développant la collaboration avec le secteur privé et les gouvernements locaux, favorise la formulation de politiques basées sur les besoins réels de la population. Au Pérou, les groupes œuvrant à la réalisation des ODD s'organisent en réseaux nationaux dont la composition diffère en fonction du thème couvert. Il s'agit notamment de l'Association nationale des ONG, du forum Cities for Life et du forum consacré à la santé. Au Ghana, la Fondation des médias pour l'Afrique de l'Ouest (FMAO) gère actuellement une *plate-forme d'OSC pour les ODD* indépendante de celle proposée par le gouvernement.

Les huit points mentionnés ci-dessus ne sont qu'une partie des conclusions issues des études nationales. Au-delà de l'analyse informative, elles constituent une source importante d'inspiration et de débat sur la première phase de mise en œuvre des ODD. Elles permettent en particulier de mieux comprendre les obstacles initiaux, les solutions possibles et le rôle joué par les différentes parties prenantes, ainsi que les possibilités découlant de différentes approches institutionnelles pour mettre en œuvre les ODD.

Les quatre études, qui ont été traduites en anglais, en français et en espagnol, peuvent être téléchargées à l'adresse : <https://capacity4dev.ec.europa.eu/policy-forum-development/minisite/pfd-research>

Quelques questions à poser dans les pays concernés à mesure que la mise en œuvre progresse :

1. L'appui politique pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 est-il resté solide ?
2. L'Agenda 2030 a-t-il été institutionnalisé (avec une stratégie, un calendrier et un organe pour diriger le processus de mise en œuvre) ?
3. Les stratégies nationales de développement sont-elles compatibles avec les ODD ?
4. Les progrès sont-ils mesurés ?
5. Les activités de plaidoyer des OSC sont-elles prises en considération ?
6. Des partenariats inclusifs ont-ils été mis en place pour que personne ne soit laissé pour compte ?
7. Les AL disposent-elles de ressources suffisantes et sont-elles coordonnées de manière à mettre en œuvre les ODD ?
8. Des mesures sont-elles prises pour accroître les niveaux d'information et les capacités de mise en œuvre des ODD ?
9. Existe-t-il des plates-formes multi-parties prenantes pour soutenir les ODD et ont-elles un impact sur la politique ou la mise en œuvre ?
10. Les groupes marginalisés participent-ils à l'Agenda 2030 ou en bénéficient-ils ?



Forum Politique pour le Développement

